



16ème législature

| | | |
|--|--|--|
| Question N° : 17341 | De Mme Nadège Abomangoli (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Seine-Saint-Denis) | Question écrite |
| Ministère interrogé > Logement | | Ministère attributaire > Logement |
| Rubrique > logement | Tête d'analyse > JO : spéculation sur le logement et expulsions | Analyse > JO : spéculation sur le logement et expulsions. |
| Question publiée au JO le : 23/04/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat) | | |

Texte de la question

Mme Nadège Abomangoli interroge M. le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement, sur une problématique préoccupante liée à l'augmentation des prix de l'immobilier en Seine-Saint-Denis, à Paris et sa banlieue en vue des prochains jeux Olympiques. Il a été constaté que de nombreux bailleurs expulsent illégalement leurs locataires afin de mettre en location ou vente leurs logements à des prix plus élevés pour les touristes. Selon l'association ADIL, près de 60 % des congés enregistrés entre mars 2023 et mars 2024 étaient illégaux. Ces expulsions ont été qualifiées d'abusives par l'ADIL. Cette situation met les locataires dans une situation difficile, car ils se retrouvent dans l'incapacité de trouver un autre logement en raison de la flambée des prix. En effet, les loyers ont ainsi augmenté de 4,5 % à Paris depuis le 7 avril 2023, selon l'Office du tourisme et des congrès de Paris. Et une hausse de 3 % à Saint-Denis puis de 1,5 % à mesure que l'on s'éloigne de la Couronne parisienne, selon un article du 6 mars 2024 du journal *La Croix*. Il est également important de souligner que le nombre de logements inscrits sur des plateformes comme Airbnb a triplé à l'approche des jeux Olympiques de Paris 2024, dans les villes accueillant des épreuves, ce qui aggrave encore la pénurie de logements disponibles pour les habitants. Il apparaît dès lors essentiel de limiter le nombre de nuités pour les locations de courte durée accessibles *via* des plateformes comme Airbnb ou Booking. Il est de plus primordial d'augmenter les contrôles contre les pratiques frauduleuses, comme l'utilisation détournée de bail mobilités ou de congés pour vendre les logements. Dans ce contexte, Mme la députée demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour garantir le droit au logement dans cette zone touchée par la spéculation immobilière liée aux jeux Olympiques. Elle lui demande comment le Gouvernement compte lutter contre les expulsions abusives et assurer que les locataires illégalement expulsés puissent retrouver un logement dans des conditions abordables.